

## **CONDITIONS GENERALES DE VENTE BOUTIQUE** **EN LIGNE**

### **Article 1 – Identification du vendeur**

Le site marchand [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) appartient à la SCEA Château Lafargue ci-après dénommée « le Vendeur. »

L'internaute qui visite le présent site internet, dénommé « le Client » peut à tout moment contacter le vendeur par courrier, mail ou téléphone :

SCEA Château Lafargue  
9 Impasse de Domy  
33650 MARTILLAC  
[contact@chateaulafargue-france.com](mailto:contact@chateaulafargue-france.com)  
05.56.72.72.30

SIRET : 82090393800026

TVA : FR69820903938

### **Article 2 – Protection des mineurs**

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°59-107 du 7 janvier 1959, la loi du 5 juillet 1974 et des article L.3342-1 du Code de la Santé Publique qui disposent que la vente d'alcool à des mineurs de moins de 18 ans est interdite, le client s'engage, en remplissant le bon de commande, à avoir 18 ans révolus à la date de la commande.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération. Les produits commercialisés sur le présent site marchand contiennent de l'alcool, et sont à consommer avec modération.

### **Article 3 – Objet et champ d'application**

Les présentes CGV s'appliquent sans restriction ni réserve, à l'ensemble des ventes conclues par la SCEA Château Lafargue (« le vendeur ») auprès de consommateurs et d'acheteurs non professionnels (« Les ou le Client ») désirant acquérir les produits proposés à la vente par le Vendeur sur le site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com).

Elles précisent notamment les conditions de commande, de paiement, de livraison et de gestion des éventuels retours des produits commandés par les clients.

Ces CGV sont susceptibles d'être complétées par des conditions particulières, énoncées sur le site internet, avant toute transaction avec le client.

Les présentes CGV s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, et notamment celles applicables pour les ventes en magasin ou au moyen d'autres circuits de distribution et de commercialisation.

#### **Article 4 – Produits proposés à la vente sur le site internet**

Le vendeur commercialise à distance via le site internet, les vins ci-après dénommés « les Produits ».

Les bouteilles (75 cl) et Magnums (1.5 l) sont livrés en carton de 6 (hors 6 bouteilles de la cuvée Prestige livrées en caisse bois.)

Le minimum de commande est fixé à 6 bouteilles de 75 cl ou 6 Magnums, puis par multiple de 6.

1 Magnum compte pour 2 bouteilles.

Les produits proposés à la vente sur le site internet sont les suivants :

- Château Lafargue Rouge
- Château Lafargue Blanc Cuvée Alexandre
- Château Lafargue Cuvée Prestige
- Dauphin du Château Lafargue

Les caractéristiques principales des vins et notamment les spécifications, illustrations et indications de dimension ou de capacité des produits, sont présentées sur le site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com).

Le client est tenu d'en prendre connaissance avant toute passation de commande.

Le choix et l'achat d'un produit est de la seule responsabilité du client.

Les photographies et graphisme présentés sur le site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) ne sont pas contractuels et ne sauraient engager la responsabilité du vendeur.

Le client est tenu de se reporter au descriptif de chaque produit afin d'en connaître les propriétés, les particularités essentielles et les délais de livraison.

Les commentaires de dégustation n'ont qu'une valeur informative et ne sont aucunement contractuels.

**Les offres de produits s'entendent dans la limite des stocks disponibles**, tels que précisés lors de la passation de la commande.

#### **Article 5 – La commande**

Il appartient au client de sélectionner sur le site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) les produits qu'il souhaite commander selon les modalités prévues ci-dessous :

Le client choisit ses produits sur le site internet et les ajoute à son panier

Le client doit ensuite valider le contenu de son panier.

Après validation du panier, le client doit s'identifier sur le site internet et procéder à son inscription sur la fiche d'identification prévue à cet effet, laquelle indiquera toutes les coordonnées demandées obligatoires.

L'enregistrement d'une commande sur le site internet est réalisée lorsque le client accepte les Conditions Générales de Vente en cochant la case prévue à cet effet et valide sa commande.

Cette validation implique l'acceptation de l'intégralité des présentes Conditions Générales de Vente ainsi que les conditions générales d'utilisation du site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com).

Il appartient au client de vérifier l'exactitude de la commande et de signaler immédiatement toute erreur.

La vente n'est définitive qu'après l'envoi au client de la confirmation de l'acceptation de la commande par le vendeur par courrier électronique, qui doit être envoyée dans un délai minimum, étroitement lié aux horaires d'activité du service commercial.

Toute commande passée, validée par le client et confirmée par le vendeur dans les conditions et modalités ci-dessus décrites, sur le site internet [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) constitue la formation d'un contrat conclu à distance entre le client et le vendeur.

Sauf preuve contraire, les données enregistrées dans le système informatique du vendeur constituent la preuve de l'ensemble des transactions conclues avec le client.

Le vendeur se réserve le droit d'annuler ou de refuser toute commande d'un client avec lequel il existerait un litige relatif au paiement d'une commande antérieure.

Le client pourra suivre son historique de commande sur le site internet via l'onglet « Mon compte ».

Après confirmation et acceptation par le vendeur dans les conditions décrites ci-dessus, la commande n'est plus modifiable.

Elle ne pourra pas non plus être annulée, à l'exception de l'exercice du droit de rétractation ou cas de force majeure.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, renforcée et complétée par le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) entré en vigueur le 25 mai 2018, le client dispose, à tout moment, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité de l'ensemble de ses données personnelles en écrivant par courrier et en justifiant de son identité, à l'adresse du vendeur, mentionnée ci-dessous.

Les coordonnées du vendeur sont les suivantes :

SCEA Château Lafargue

SIRET : 82090393800026

9 Impasse de Domy

33650 MARTILLAC

[contact@chateaulafargue-france.com](mailto:contact@chateaulafargue-france.com)

05.56.72.72.30

## **Article 6 – Tarifs**

Les produits sont fournis aux tarifs en vigueur figurant sur le site internet

[www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) lors de l'enregistrement de la commande par le vendeur.

Les prix sont exprimés en Euros TTC. Ils sont fermes et non révisables pendant leur période de validité telle qu'indiquée sur le site internet.

Le vendeur se réserve le droit, hors période de validité, de modifier les prix à tout moment.

Le panier indique le sous total correspondant au prix des produits contenus dans le panier, les frais d'expéditions sont calculés en fonction du nombre de produits commandés.

Le Total s'entend TTC et comprend le prix des produits, les frais de manutention, d'emballage et d'expédition.

Les tarifs s'entendent Franco de port à 36 bouteilles 75 cl ou équivalent.

Des remises pourront être accordées au client en fonction des montants de commande ou dans le cadre d'offres promotionnelles identifiées via un code promo.

## **Article 7 – Paiement**

La validation de la commande implique l'obligation de payer le prix indiqué, au comptant, en totalité le jour de la commande

Les achats effectués sur le site [www.chateaulafargue-france.com](http://www.chateaulafargue-france.com) sont sécurisés par le système e-transactions Paybox du Crédit Agricole.

Le mode de paiement proposé dans e-transactions Paybox est le paiement sécurisé SSL. Ce protocole de paiement est standard et reconnu dans le monde entier pour la protection des données transmises sur Internet.

Les données fournies par l'internaute sur sa carte (numéro, date de fin de validité, etc...) sont cryptées avant l'envoi de son poste au serveur de paiement e-transactions.

Le processus de paiement s'effectue en 4 étapes :

- Achat sécurisé avec e-transactions
- Après avoir rempli son caddie, l'internaute clique sur un des moyens de paiement, proposé par le site du commerçant. L'internaute est automatiquement connecté au serveur de paiement e-transactions qui lui demande ses coordonnées bancaires pour pouvoir effectuer une demande d'autorisation auprès de sa banque. Les données requises sont : – Numéro de carte – Date d'expiration – Cryptogramme visuel (les 3 derniers chiffres du numéro qui figure au verso de la carte)
- Dès réception de la réponse d'autorisation, e-transactions adresse simultanément une réponse au serveur commerçant ainsi qu'un ticket de caisse.
- Le serveur e-transactions Paybox envoie la transaction pour remise en banque (crédit commerçant et débit internaute).

Les échanges entre e-transactions et l'internaute sont cryptés. Seul, le serveur e-transactions connaît le numéro de carte bancaire de l'internaute.

## **Article 8 – Livraisons**

Les produits sont livrés à l'adresse indiquée par le client, en France métropolitaine dans un délai de 1 à 4 jours ouvrés, sur RV après contact téléphonique sauf conditions météo extrêmes rendant le transport des produits déconseillés (fortes chaleurs ou forts gels).

En cas d'absence du destinataire ou d'une personne pouvant prendre possession des produits lors de la livraison, le transporteur déposera un avis de passage à l'adresse de livraison indiquée par le client.

Le client ne peut émettre des réserves lors de la livraison des produits qu'en cas de livraison non conforme quantitativement à la commande, ou au cas où le colis serait endommagé.

Il appartient à la personne qui réceptionne le colis d'en vérifier l'état et de prendre les mesures nécessaires afin de conserver le recours contre le transporteur.

Cela se traduit par la nécessité d'établir de façon certaine la nature et l'importance du dommage au moment de la livraison.

Ces réserves doivent être faites par écrit auprès du transporteur lors de la livraison ou au plus tard dans les 12 heures suivant cette livraison. Elles doivent être claires, détaillées et motivées sur tous les documents de transport.

Une copie de ces réserves doit être adressée au vendeur par courrier ou email au plus tard dans les 12 heures qui suivent ces réserves.

Il appartient au client de fournir avec cet envoi la confirmation par le transporteur de la réalité de ces réserves.

Si la procédure a été respectée et s'il est prouvé que le colis et les produits sont fortement endommagés, le vendeur effectuera une nouvelle livraison de produits similaires.

Si la livraison n'est pas conforme quantitativement à la commande, le vendeur effectuera la livraison complémentaire en cas de livraison d'un nombre de produits inférieur à la commande passée.

Aucune réserve ne peut être faite en relation avec le goût, l'apparence ou la fraîcheur des produits.

L'absence de réserve entraîne l'irrecevabilité de toute demande ultérieure de dédommagement.

### **Article 9 – Délai de rétractation**

Conformément aux articles L121-20 et suivants du Code de la consommation, le client dispose d'un délai de 7 jours francs à compter de la date de livraison de la commande pour retourner le produit commandé aux fins d'échange ou de remboursement, dans son emballage d'origine et en bon état, propre à sa re-commercialisation.

Le délai court à compter du jour de réception des marchandises, jusqu'à la date d'expédition indiquée sur le colis de retour.

Le vendeur s'engage à rembourser au client l'intégralité des sommes versées (à l'exception des frais d'expédition et de réexpédition) et ce, dans un délai maximum de 15 jours à réception de la marchandise retournée.

### **Article 10– Risques**

Le transfert des risques sur les produits vendus par le vendeur s'effectue à la remise des produits au transporteur.

### **Article 11 – Réserve de propriété**

Le transfert de propriété de nos produits est suspendu jusqu'à complet paiement du prix de ceux-ci par le client, en principal et accessoires, même en cas d'octroi de délais de paiement. Toute clause contraire, notamment insérée dans les conditions générales d'achat, est réputée non écrite, conformément à l'article L 621-122 du Code de commerce.

### **Article 12 – Garantie des vices apparents et cachés**

Les produits doivent être vérifiés par le client à leur livraison, et toute réclamation, réserve ou contestation relative aux manquants et vices apparents, doit être effectuée dans les conditions fixées à l'article 8. En cas de défauts apparents, les pièces défectueuses sont remplacées par le vendeur, sous réserve de vérification des défauts allégués.

Le client devra fournir toute justification quant à la réalité des défauts constatés, notre société se réservant le droit de procéder, directement ou indirectement, à toute constatation et vérification sur place.

La dénonciation des défauts existants au moment de la livraison, et révélés après la réception des produits, devra être formulée par le client par écrit dans un délai de 3 jours suivant la date à laquelle il aura découvert le défaut de conformité. Aucune dénonciation ne sera prise en compte si elle intervient plus de 3 jours francs à compter de la livraison des produits.

Aucune action en non-conformité ne pourra être engagée par le client plus de 15 jours après la livraison des produits.

Il est expressément convenu par l'acceptation par le client des présentes conditions générales de vente qu'après l'expiration de ce délai, le client ne pourra invoquer la non-conformité des produits, ni opposer celle-ci en demande reconventionnelle pour se défendre à l'occasion d'une action en recouvrement de créances engagée par notre société. A défaut du respect de ces conditions, la responsabilité de notre société vis-à-vis du client, à raison d'un vice caché, ne pourra être mise en cause.

Les défauts et détériorations des produits livrés consécutifs à des conditions anormales de stockage et/ou de conservation chez le client, notamment en cas d'un accident de quelque nature que ce soit, ne pourront ouvrir droit à la garantie due par notre société.

Au titre de la garantie des vices cachés, notre société ne sera tenue que du remplacement sans frais, des marchandises défectueuses, sans que le client puisse prétendre à l'obtention de dommages et intérêts, pour quelque cause que ce soit.

Notre société garantit ses produits contre les vices cachés, conformément à la loi, les usages, la jurisprudence, et dans les conditions suivantes :

Notre garantie ne s'applique qu'aux produits qui sont devenus régulièrement la propriété de l'acheteur. Elle ne s'applique qu'aux produits entièrement fabriqués par notre société. Elle est exclue dès lors qu'il a été fait usage de nos produits dans des conditions d'utilisation ou de performances non prévues.

Notre garantie cesse de plein droit dès lors que notre client ne nous a pas avertis du vice allégué dans un délai de vingt jours francs à partir de sa découverte. Il lui incombe de prouver le jour de cette découverte.

### **Article 13 - Force majeure**

Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, les événements indépendants de la volonté des parties, qu'elles ne pouvaient raisonnablement être tenues de prévoir, et qu'elles ne pouvaient raisonnablement éviter ou surmonter, dans la mesure où leur survenance rend totalement impossible l'exécution des obligations.

Sont notamment assimilés à des cas de force majeure ou fortuits déchargeant notre société de son obligation de livrer dans les délais initialement prévus : les grèves de la totalité ou d'une partie du personnel de notre société ou de ses transporteurs habituels, l'incendie, l'inondation, la guerre, les arrêts de production dus à des pannes fortuites, l'impossibilité d'être approvisionné en matière première, les épidémies, les barrières de dégel, les barrages routiers, grève ou rupture d'approvisionnement EDF-GDF, ou rupture d'approvisionnement pour une cause non imputable à notre société, ainsi que toute autre cause de rupture d'approvisionnement imputable à nos fournisseurs.

Dans de telles circonstances, notre société préviendra le client par écrit, notamment par courrier électronique, dans les 24 (vingt-quatre) heures de la date de survenance des événements, le contrat

liant notre société et le client étant alors suspendu de plein droit sans indemnité, à compter de la date de survenance de l'événement.

Si l'événement venait à durer plus de 30 (trente) jours à compter de la date de survenance de celui-ci, le contrat de vente conclu par notre société et son client pourra être résilié par la partie la plus diligente, sans qu'aucune des parties puisse prétendre à l'octroi de dommages et intérêts.

Cette résiliation prendra effet à la date de première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception dénonçant ledit contrat de vente.

#### **Article 14 - Attribution de juridiction**

L'élection de domicile est faite par notre société, à son siège social.

Tout différend au sujet de l'application des présentes conditions générales de vente et de leur interprétation, de leur exécution et des contrats de vente conclus par notre société, ou au paiement du prix, sera porté devant le tribunal de commerce du siège de notre société, quel que soit le lieu de la commande, de la livraison, et du paiement et le mode de paiement, et même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Les lettres de change ne font ni novation, ni dérogation à cette clause attributive de juridiction.

L'attribution de compétence est générale et s'applique, qu'il s'agisse d'une demande principale, d'une demande incidente, d'une action au fond ou d'un référé.

En outre, en cas d'action judiciaire ou toute autre action en recouvrement de créances par notre société, les frais de sommation, de justice, ainsi que les honoraires d'avocat et d'huissier, et tous les frais annexes seront à la charge du client fautif, ainsi que les frais liés ou découlant du non-respect par le client des conditions de paiement ou de livraison de la commande considérée.

#### **Article 15 – Renonciation**

Le fait pour notre société de ne pas se prévaloir à un moment donné de l'une quelconque des clauses des présentes, ne peut valoir renonciation à se prévaloir ultérieurement de ces mêmes clauses.

#### **Article 16 - Droit applicable**

Toute question relative aux présentes conditions générales de vente ainsi qu'aux ventes qu'elles régissent, qui ne serait pas traitée par les présentes stipulations contractuelles, sera régie par la loi française à l'exclusion de toute autre droit, et à titre supplétif, par la convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises